


ALCS
association
de lutte
contre
le sida

Membre de la Coalition
Internationale Sida



Rapport
d'activité
2015

- 
- Qui sommes nous ?
 - Situation épidémiologique du VIH/Sida au Maroc
 - Les temps forts
 - Les programmes de l'ALCS
 - Le département financier

Qui sommes-nous ?

Créée en 1988 et reconnue d'utilité publique en 1993, l'ALCS est la première et la plus importante association de lutte contre le VIH/Sida au Maroc et dans la région MENA.

Elle agit dans le domaine de la prise en charge thérapeutique et psychosociale des personnes vivant avec le VIH/Sida et de la prévention auprès de toutes les populations vulnérables.

L'association a pour objectifs :

- La prévention de l'infection à VIH
- L'accès aux traitements et à la prise en charge des personnes vivant avec le VIH
- La défense des droits des personnes vivant avec le VIH

Les domaines d'action de l'ALCS :

- Actions de prévention auprès du grand public, des jeunes, des routiers, des ouvriers et des populations vulnérables: professionnel(le)s du sexe, migrants et usagers de drogues injectables
- Actions de prévention et de sensibilisation auprès des jeunes et du grand public
- Dépistage anonyme et gratuit dans les 24 CIDAG (Centre d'Information et de Dépistage Anonyme et Gratuit) de l'ALCS et grâce à cinq unités mobiles
- Prise en charge médicale et psychosociale des personnes vivant avec le VIH : achat de médicaments pour le traitement des infections opportunistes et des effets secondaires de la trithérapie, achat de consommables médicaux, examens biologiques et radiologiques, frais de transport pour les consultations etc
- Recherche communautaire : projets de recherche associant chercheurs et acteurs communautaires, axés sur les communautés et visant la transformation sociale
- Plaidoyer pour l'accès au traitement, à la prévention et aux droits des personnes vivant avec le VIH
- Lutte contre la discrimination et la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH
- Formations en interne et en externe
- Programme AMALI d'activités génératrices de revenus (AGR) pour les personnes infectées et/ou affectées par le VIH
- Plateforme de prévention et d'information sur la santé sexuelle « Bila 7araje » :
06 14 184 184 - www.alcs.ma

L'ALCS compte aujourd'hui :

- 19 sections: Agadir, Beni Mellal, Casablanca, El Jadida, Essaouira, Fès, Guelmin, Laâyoune, Larache, Marrakech, Safi, Meknès, Nador, Oujda, Rabat, Tanger, Taroudant, Tétouan et Tiznit
- 24 CIDAG fixes
- 5 CIDAG mobiles

Les instances dirigeantes de l'ALCS

Les assises nationales

Les assises sont l'organe d'orientation de base de l'association. C'est un rendez-vous privilégié de tous les acteurs de lutte contre le VIH/sida au Maroc. Elles se présentent comme un moment de réflexion collective de l'ensemble des volontaires, pour faire le point et repenser les actions et les orientations. Elles sont aussi un espace de partage des initiatives et des expériences diverses en matière de lutte contre le sida. Les partenaires nationaux et internationaux, institutions, programmes gouvernementaux et associations amies sont invités à participer activement à ces rencontres.

Le conseil national

Le conseil national est l'organe d'orientation et de décision de l'association. Il est chargé de faire le bilan de l'action de l'association entre chaque réunion et de tracer ses orientations pour l'avenir. Tous les trois ans, il se prononce sur l'action du bureau national sortant et élit le bureau qui doit lui succéder. Le conseil se compose de la totalité des membres de l'ensemble des bureaux de l'association. Il se réunit 4 fois par an et à chaque fois que les circonstances l'exigent.

Le bureau national

Constitué de personnes élues, il est l'organe d'administration et de décision au niveau national, dans le cadre des orientations tracées par les assises et le conseil. A défaut de ces orientations, il jouit des pleins pouvoirs pour déterminer lui-même l'action à entreprendre. Les bureaux locaux des sections sont tenus d'adresser chaque année au bureau national une copie de leurs rapports annuels moraux et financiers, des procès-verbaux de réunion des assemblées, ainsi que tout autre document qui représente un intérêt national. Le bureau national se réunit tous les 15 jours.

Le bureau local

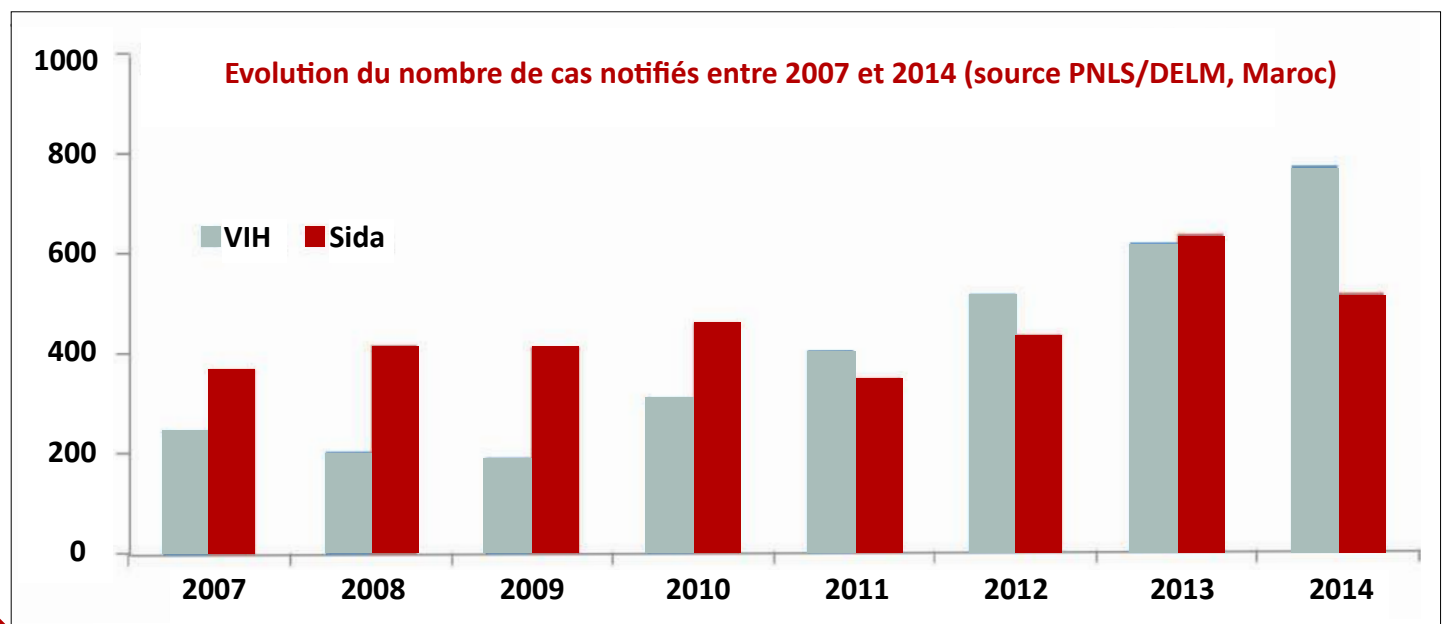
C'est l'organe d'administration courante de la section qui exécute les décisions prises par les assemblées générales et se conforme à leurs orientations. Les volontaires des sections de l'ALCS élisent leurs instances dirigeantes tous les 3 ans et déterminent leur action en pleine autonomie, dans le cadre des statuts, du règlement intérieur et des orientations de l'association. Le bureau local est composé de 3 à 5 personnes : un président, un trésorier, un trésorier adjoint, un secrétaire général et un secrétaire adjoint. Ce bureau représente

Situation épidémiologique du VIH/Sida au Maroc

Selon le ministère de la Santé, le nombre de personnes vivant avec le VIH (PVVIH) au Maroc est estimé à 24.000 et le nombre des nouvelles infections par le VIH à 1100 au cours de l'année 2015. Des réalisations notables dans la mise en œuvre du Plan Stratégique National de lutte contre le Sida 2012-2016 sont à souligner. Le nombre de personnes parmi les plus exposées ou vulnérables ayant bénéficié de la prévention a pratiquement doublé entre 2011 et 2015. La couverture par le dépistage a été étendue et le nombre des personnes testées pour le VIH a été multiplié par 10 entre 2011 et 2015. Le nombre de PVVIH sous traitement ARV a atteint 9116 en 2015 contre 4047 en 2011. Cependant, environ 60% des PVVIH ne connaissent pas leur statut sérologique. Le taux de couverture des PVVIH par le traitement ARV est passé de 26% en 2014 à environ 40% en 2015, suite à l'adoption du concept « Test and treat » promu par l'OMS.

L'épidémie du VIH/sida demeure peu active au Maroc avec une prévalence de 0,14% en population générale. Cependant des prévalences élevées, et relativement constantes, sont constatées parmi les populations clés les plus exposées aux risques d'infection VIH notamment les professionnelles de sexe, les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (4%) et les usagers de drogues injectables (14%) ou parmi leurs partenaires sexuels. L'étude des modes de transmission réalisée par le PNLS, avec l'appui de l'ONUSIDA, a montré que 70% des nouvelles infections se produisent annuellement chez ces populations¹. Cette étude a également montré que la majorité des femmes, soit 73%, auront été contaminées par leur conjoint et que la contamination de l'homme est dans 92% des cas liée au comportement à haut risque.

Une dynamique focale, avec une concentration de l'épidémie parmi les populations clés au niveau de certaines régions du Maroc, se maintient avec une prévalence supérieure à 5%² parmi les travailleuses du sexe et les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes au niveau de la région du Souss Massa et des prévalences respectives de 25% et de 7%³ parmi les usagers de drogues injectables à Nador et à Tétouan.

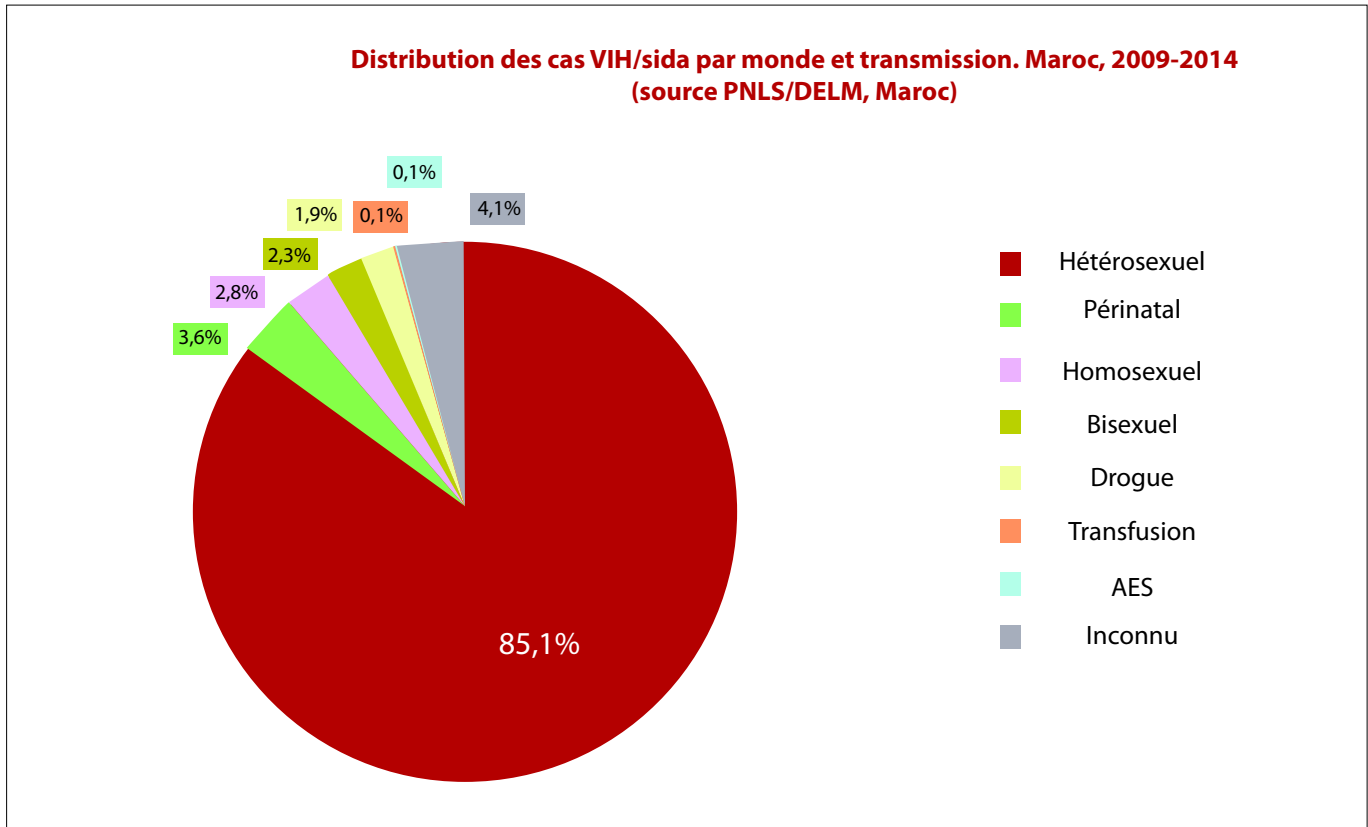


¹Etude sur les modes de transmission du VIH (Etude MoT), PNLS/Maroc 2014

²Etude RDS auprès des TS (2012) et HSH (2014), PNLS/Maroc

³Etude RDS, UDI Tétouan 2014, PNLS/Maroc

Parmi les cas notifiés, le mode de transmission dominant est le mode hétérosexuel avec 85,1% de l'ensemble des cas. La voie transfusionnelle n'est que de 0,1%. Le mode de transmission périnatal est responsable d'une proportion de 3,6%. Le multi partenariat sexuel est responsable, parmi les cas notifiés, de l'infection chez 89% des hommes contre 59% des femmes et la notion d'atteinte du conjoint est présente chez 25% des femmes contre 7% chez les hommes.



Les temps forts de l'ALCS

Février 2015

La réalisation d'une étude sur les AGR et les populations clés avec l'organisation d'un séminaire de partage des résultats à Rabat

Il s'agit d'une étude transversale auprès de 500 bénéficiaires des services de l'ALCS potentiellement éligibles à AMALI ainsi que 25 bénéficiaires du programme AMALI. 70% des enquêtées déclarent être intéressés par les programmes de microcrédit. Cependant 80% d'entre eux n'ont jamais participé à un programme de microcrédit classique par peur de la pression au remboursement et des taux d'intérêt.

Le programme AMALI avec son principe d'avance remboursable sans intérêt et son encadrement associatif sensible aux conditions de santé des bénéficiaires, apparaît comme une composante essentielle de la prévention combinée au Maroc.

Lors de ce séminaire des expériences africaines ont été présentées notamment le Mali (ARCAD Sida) et le Burkina Faso (REVS+).

Mars 2015

La mise en œuvre de l'expérience pilote de dépistage communautaire, son évaluation et la participation à l'atelier de restitution des résultats à Rabat

L'ALCS a soumis à la Direction de l'Epidémiologie et de Lutte Contre les Maladies (DELM) un projet d'implantation d'une expérience pilote de CTV communautaire du VIH par tests à résultats rapides dans quatre centres de dépistage anonymes et gratuits de l'ALCS : Agadir, Casablanca, Marrakech et Rabat.

Ce projet, ayant pour objectif principal d'évaluer la faisabilité d'une offre de CTV pour le VIH, par des intervenants terrain, non médecins, recourant à l'usage de tests à résultat rapide dans le cadre des actions associatives de prévention auprès des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH), des professionnelles du sexe (PS) et des migrants subsahariens (MS), a été approuvé par le ministère de la Santé.

Durant cette expérience, un total de 8392 tests VIH ont été réalisés dont 43% chez les PS, 41% chez les HSH et 16% chez les MS. Parmi les personnes testées, 126 (1,5%) étaient séropositives. La plupart des usagers (68%) n'avaient jamais fait le test VIH auparavant et affirment être stressés à l'idée de se faire dépister par un agent de santé dans 21% des cas. Parmi les personnes ayant confirmé le test rapide positif par WB, 94% sont inscrites à la prise en charge. La majorité des bénéficiaires (95%) sont satisfaits de cette offre de dépistage VIH. Les discussions de groupes avec les usagers révèlent que ce nouveau dispositif répond à leurs attentes, qu'ils sont confiants pour faire le test VIH pratiqué par leurs pairs et qu'ils sont disposés à accepter le résultat du test qu'il soit positif ou négatif.

Les conclusions de l'évaluation externe, initiée par le PNLS avec l'appui de l'ONUSIDA et du FMLSTP, et qui a été conduite par une consultante internationale, confirment que :

- Le dépistage rapide communautaire est réalisable dans tous les sites et peut être effectué par des intervenants qui ne sont pas des professionnels de la santé. Ceci, en concordance avec des expériences internationales documentées par plusieurs références bibliographiques.
- Le dépistage communautaire a permis d'atteindre des personnes qui n'ont jamais été testées, avec l'appui de plusieurs partenaires institutionnels et des usagers eux même qui ont contribué à la mobilisation des populations cibles.
- Les usagers du service sont très satisfaits des prestations notamment l'accueil, l'écoute, la communication plus facile, la technique du dépistage et le respect de la confidentialité.
- Les intervenants- conseillers communautaires se sentent valorisés par les usagers et par leurs pairs.

Avril 2015

Rencontres avec la Global Commission on Drug Policies à Marrakech.

L'ALCS a organisé en partenariat avec la Global Commission on Drugs Policies (GCDP) une table-ronde sous le thème : « Les politiques de l'usage de drogues au Maroc » en présence de l'entrepreneur britannique Richard Branson. Cette table ronde a été organisée dans le cadre de la préparation de l'UNGASS, la session spéciale des Nations Unies sur les politiques de la drogue qui a eu lieu à New York du 19 au 21 avril 2016.

Une deuxième rencontre a également été préparée par le CESE en présence de plusieurs membres de la GCDP dont Michel Kazatchkine, envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour le VIH/sida en Europe de l'Est et en Asie centrale, Ruth Dreifuss, ancienne présidente de la Confédération Suisse et Fernando Henrique Cardoso, ancien président de la République Fédérative du Brésil.

Ces deux rencontres ont présenté un moment d'échange autour de la préparation l'UNGASS en vue d'améliorer les politiques de l'usage de drogues au Maroc.

Mai 2015

L'organisation d'un atelier sur le dépistage VIH à Tunis

Un atelier a été organisé dans le cadre de la plateforme MENA de renforcement des capacités des associations du sud portée par l'ALCS et cofinancé par AIDES France et l'Agence Française de Développement (AFD).

Ont participé à cet atelier des associations de la région (APCS - Algérie, ATL-MST-sida - Tunisie et SOS pairs éducateurs - Mauritanie), des représentants des agences des Nations-Unies et des responsables institutionnels tunisiens.

Au cours de cet atelier les participants ont abordé les différentes contraintes que connaît la région en matière d'accès au dépistage de l'infection à VIH, ce qui a permis la formulation de recommandations visant le renforcement et la diversification de l'offre de dépistage VIH orientée vers les populations clés.

Décembre 2015

Création d'un Collectif pour la préservation de la santé face à ALECA

Réunion organisée à l'ALCS avec les participants de la formation propriété intellectuelle et autres pour planifier la suite de la stratégie face à ALECA.

Résultat : création d'un Collectif de 10 organisations pour lutter contre les dispositions anti-génériques de l'accord de libre-échange, actée par un communiqué de presse.

L'organisation de la première journée maghrébine de dépistage

Les associations membres de la plateforme de lutte contre le sida au niveau de la région du Moyen Orient et Afrique du Nord (Plateforme MENA) ont organisé, à l'occasion de la journée mondiale du sida, la première journée maghrébine du dépistage de l'infection à VIH.

L'organisation de cette journée maghrébine de dépistage VIH est une des principales recommandations de l'atelier régional sur le dépistage VIH, organisé à Tunis en mai 2015, atelier qui a regroupé plusieurs experts régionaux et internationaux ainsi que des personnalités et acteurs de la lutte contre le sida.

Au Maroc, l'ALCS a organisé des portes ouvertes de ses centres d'informations et de dépistage anonyme et gratuit (CIDAG) au niveau d'une vingtaine de villes et provinces ainsi que le déploiement de 5 unités mobiles de dépistage pour les sites éloignés. En parallèle, une importante mobilisation communautaire autour du dépistage VIH, notamment auprès des jeunes vulnérables à cette infection, a été effectuée par les intervenants et volontaires de l'ALCS.

Les programmes de l'ALCS

Le département des programmes

Le département des programmes est une instance technique de l'ALCS dont le rôle est d'appuyer la direction dans la gestion des programmes mis en œuvre par l'ALCS. Cette instance a été mise en place en 2008 pour coordonner l'action de l'ALCS dans la prévention, le dépistage du VIH, la prise en charge psychosociale des personnes vivant avec le VIH et la recherche communautaire liée au VIH/sida. En effet, tous les projets de prévention ont des points de convergences (dépistage VIH, prise en charge des PVVIH...) et de ce fait, la gestion de ces différents programmes ne peut être compartimentée ni cloisonnée. Le département crée donc un espace de coordination et de collaboration entre les différents chargés de projets selon le cadrage stratégique des instances politiques.

La mise en place du département des programmes a permis la standardisation du système de suivi et d'évaluation de l'ALCS, l'amélioration du suivi financier des projets, la formation des chargés de projets en matière de montage de projets, mais également la participation à des projets comme la préparation collégiale de la soumission au Round 10 du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Le département se réunit 4 fois par an pour faire le suivi des projets, leur évaluation annuelle, et la mise en place des objectifs pour l'année à venir.

Programmes de l'ALCS:

- **Projet de dépistage du VIH et la prise en charge des IST**
- **Projet de prévention de proximité auprès des travailleuses du sexe**
- **Projet de prévention de proximité auprès des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes et des travailleuses du sexe**
- **Projet de prévention auprès des routiers**
- **Projet de prévention dans le milieu du travail**
- **Projet de prévention auprès des migrants subsahariens**
- **Projet de prise en charge globale des personnes infectées et/ou affectées par le VIH/sida**
- **Projets de plaidoyer**
- **Programme de réduction des risques auprès des usagers de drogues injectables**
- **Programme d'activités génératrices de revenus pour les personnes infectées et affectées par le VIH : AMALI**
- **Fonds d'appui aux structures partenaires**
- **Allo Info Sida**

Projet de dépistage du VIH et la prise en charge des IST

I. Présentation du projet :

Le dépistage du VIH est la première étape permettant aux personnes vivant avec le VIH de connaître leur statut sérologique et d'être mises en contact avec les services de prévention et de traitement.

L'ALCS a mis comme priorité d'ici 2017, l'augmentation de manière significative de la couverture des populations clé (80% de la cible nationale) par l'élargissement de la couverture du dépistage par la stratégie fixe et mobile, en mettant en œuvre le dépistage communautaire et des services de prévention et de prise en charge de qualité.

Le dépistage du VIH est assuré à l'ALCS par des médecins volontaires formés en CTV. L'offre de dépistage de l'ALCS est calquée sur l'offre de prévention disponible au niveau des CIDAGs.

Le dépistage de l'infection à VIH est une activité transverse qui se trouve dans tous les projets de proximité au niveau des 19 sections de l'ALCS, avec 24 CIDAGs fixes opérationnels et 5 unités mobiles de dépistage du VIH dont une pour la réduction de risque chez les usagers de drogue à la section de Tétouan.

Le projet de dépistage offre aussi des formations aux intervenants qui accompagnent l'UMD et aux médecins nouvellement recrutés pour faire le test rapide et le counseling.

Les activités du projet de dépistage sont financées par le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose, et le Paludisme (FMLSTP).

II. Suivi et évaluation du projet :

L'activité de dépistage du VIH et la prise en charge des IST a été marquée au cours de l'année 2015 par :

■ Le lancement et l'évaluation du dépistage communautaire :

Dans un contexte où l'offre de dépistage est limitée en raison de l'indisponibilité des médecins, des créneaux horaires et des activités de dépistage pas souvent adaptés aux usagers surtout les populations clés, l'ALCS a eu l'accord pour mettre en place un projet intitulé « Projet d'implantation d'une expérience pilote de dépistage communautaire du VIH par test rapide dans quatre villes : Agadir, Casablanca, Marrakech et Rabat » de la direction de l'épidémiologie et de lutte contre les maladies. L'évaluation externe par une consultante internationale confirme que :

- 1) Le dépistage rapide communautaire est réalisable dans tous les sites et peut être effectué par des intervenants qui ne sont pas des professionnels de la santé. Ceci, en concordance avec des expériences internationales documentées par plusieurs références bibliographiques
- 2) Le dépistage communautaire a permis d'atteindre des personnes qui n'ont jamais été testés avec l'appui de plusieurs partenaires institutionnels et des usagers eux même qui ont contribué à la mobilisation des populations cibles.
- 3) Les usagers du service sont satisfaits des prestations notamment l'accueil, l'écoute, la communication plus facile, la technique du dépistage et le respect de la confidentialité.
- 4) Les conseillers communautaires se sentent valorisés par les usagers et par leurs pairs.

■ L'organisation de l'atelier pour le renforcement des compétences des intervenants qui accompagnent l'UMD à la section de Casablanca entre le 17 et 18 octobre 2015

■ La programmation de la réunion de coordination des médecins responsables des CIDAGs du 28 au 29 janvier 2016 en marge des assises organisées par la section de Casablanca à la ville de Bouznika.

- L'organisation de quatre missions de suivi aux sections de :
 - Béni Mellal,, le 26 février 2015
 - Fès le 12 mai 2015
 - Agadir, du 25 au 26 novembre 2015
 - Meknes et CIDAG d'Azrou, du 30 novembre au 1 décembre 2015

- La célébration de la journée mondiale de lutte contre le sida et la première journée maghrébine du dépistage du VIH:

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait choisi la date du 1er décembre 1988 comme Journée mondiale du sida pour revenir sur les avancées faites par les pays dans la lutte contre l'épidémie. Cette année la célébration de cette journée coïncide avec la célébration de la première journée maghrébine du dépistage volontaire et gratuit de l'infection à VIH qui avait pour thème « Pour un meilleur accès aux services de dépistage de l'infection à VIH ».

Les sections ont organisé plusieurs activités: portes ouvertes des CIDAG, des séances de sensibilisation pour les étudiants, l'organisation de soirées musicales, ... etc

- Participation à l'atelier régional sur le dépistage du VIH :

Le dépistage de l'infection à VIH est un enjeu majeur et prioritaire sur lequel les efforts des pays de la région MENA doivent être concentrés pour renverser la tendance épidémiologique de l'infection à VIH.

Les associations ATL MST-Sida Tunis (Tunisie), APCS (Algérie) et ALCS (Maroc) ont organisé à Tunis, entre le 28 et 29 mai 2015, leur premier atelier régional sous le thème le dépistage de l'infection à VIH, en partenariat avec l'association française AIDES et avec la participation de SOS Pairs Educateurs (Mauritanie). Ont participé aussi à cet atelier des représentants des agences des Nations-Unies et des responsables institutionnels tunisiens.

Au cours de cet atelier les participants ont débattu des différentes contraintes que vit la région en matière de dépistage de l'infection à VIH, ce qui a permis de déboucher sur des recommandations qui sont soumis au COPIL de la plateforme MENA pour leur mise en œuvre.

- Les contraintes et points à améliorer:

- Fréquence des pannes des UMD durant le premier semestre 2015
- Manque de financement des sorties mobiles programmées durant le deuxième semestre 2015
- Retard d'envoi des données surtout pour la stratégie mobile
- Rupture de stock des médicaments et des speculums
- Indisponibilité et non engagement des médecins dans les activités des CIDAG
- Démotivation des médecins conseillers
- Manque de coordination avec les autres projets de proximité

III. Réalisations chiffrées de l'année 2014 :

Les réalisations en tests VIH et prise en charge des IST durant l'année 2015 sont présentées dans le tableau ci-après:

Tableau : Réalisation en matière de dépistage du VIH et prise en charge des IST - 2015

	GP	HSH	Migrants	Ouvriers	PS	Routiers	UDI	Total
Nb de tests VIH réalisés par le CIDAG Fixes	4719	3465	1706	336	6482	281	5	16 994
Nb de tests VIH + réalisés par le CIDAG Fixes	103	93	77	10	69	5	1	358
Nb de tests VIH réalisés par le CIDAG Mobiles	6132	3915	871	4286	5792	3533	559	25 088
Nb de tests VIH + réalisés par le CIDAG Mobiles	5	23	10	4	42	6	9	99
Nb de consultations IST	312	461	242	66	2793	255	36	4 165

IV. Objectifs et défis 2016 :

- Atteindre 80 000 tests de dépistage par les deux stratégies de dépistage fixe et mobile
- Atteindre 6 000 consultations IST chez les populations cibles par les deux stratégies fixe et mobile
- Redémarrer le processus de l'assurance qualité au niveau des CIDAGs
- Elargissement du dépistage communautaire aux autres sections de l'ALCS

Projet prévention de proximité auprès des travailleuses du sexe

Implantation :

Tanger, Asilah, Tétouan, Martil, Rabat, Salé, Temara, Meknès, Fès, Guigo, Casablanca, Bénimellal, Fqih Bensaleh, Kesbat Tadla, Essaouira, Marrakech, Agadir, Inezgane, Ait Melloul, Khmis Ait Amira, Biogra, Lakliâa, Tiznit, Taroudant, Goulmim, Tantan, El Jadida, Azemmour, Safi, Nador, Oujda, Larache, Awloz, El Hajeb et Azrou

Bailleur :

Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, UNFPA

Depuis 1991, l'ALCS, première association de type communautaire au niveau de la région MENA, mène des projets de prévention de proximité auprès des populations-clés particulièrement exposées au risque d'infection à VIH/sida et aux IST, notamment les travailleuses du sexe (TS).

L'objectif du programme est de contribuer à la réduction de la vulnérabilité à l'infection VIH/sida et IST auprès des TS en :

- Assurant une plus grande accessibilité de celles-ci aux connaissances et informations sur les IST/VIH/sida.
- Identifiant et en formant des éducatrices par les paires auprès des bénéficiaires du projet.
- Accompagnant les usagères pour l'adoption des pratiques à moindre risque et en améliorant l'accès des TS aux outils de prévention, à la prise en charge des IST et au dépistage VIH.

Il s'agit d'une approche communautaire participative, où les bénéficiaires du projet constituent une partie intégrante de la planification, de l'orientation et de l'exécution du programme à travers l'éducation par les paires et les intervenants identifiés parmi les TS.

Grâce au partenariat avec le ministère de la Santé, dans le cadre du Plan Stratégique National de Lutte Contre le Sida qui identifie les TS comme cible prioritaire, et le soutien du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'ALCS a pu renforcer et élargir ses actions de prévention auprès des TS. Ce programme mobilise plus de soixante intervenantes terrain et près de 180 paires éducatrices pour couvrir une trentaine de villes du Maroc.



Dans le cadre de ce programme, l'ALCS offre un paquet intégré de services de prévention des IST/sida, notamment :

- Les permanences sur les lieux de regroupement des TS
- La communication pour le changement du comportement et la mise à disposition des outils de prévention :
 - Une offre de dépistage VIH et de prise en charge des infections sexuellement transmissibles
 - Des séances de groupes sur des thématiques choisies par les bénéficiaires ou des séances conviviales et estime de soi
 - Des séances d'écoute pour les femmes victimes de violences sexuelles
 - Le développement d'activités génératrices de revenus
 - Un soutien psychosocial pour certaines TS, notamment celles vivant avec le VIH
 - Une orientation vers des associations partenaires pour l'appui social et juridique.

Chiffres 2015 :

- 8.346 actions de prévention
- 36.442 TS couvertes par les activités de prévention
- 1.212.000 préservatifs distribués
- 12.274 tests VIH réalisés

Projet de prévention de proximité auprès des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes et des travailleuses du sexe

Ce projet a été mis en place à la section de Marrakech depuis 1994 d'une façon informelle mais depuis l'année 2004 grâce au soutien du Fond mondial il a été restructuré et formalisé. Le projet a pour objectifs .

La réduction du risque de l'infection à VIH/sida et aux IST chez les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes et les hommes impliqués dans des rapports de prostitution au Maroc.

Diverses actions sont planifiées (permanences de sensibilisation dans les lieux de dragage, des permanences au local et la planification des séances thématiques et d'information) dans le but de :

- Assurer une plus grande accessibilité aux connaissances et informations sur le VIH/sida et les IST
- Accompagner les usagers vers l'adoption des pratiques à moindre risque
- Rendre les moyens de prévention plus accessibles, en particulier les préservatifs et les gels lubrifiants
- Assurer un accès au test de dépistage anonyme, volontaire et gratuit et permettre aux personnes diagnostiquées positives de bénéficier d'une prise en charge
- Assurer des consultations IST gratuites aux plus démunis et en assurer la prise en charge
- Assurer une écoute active, un espace de parole et un soutien psycho-social aux plus vulnérables parmi cette population.
- Toucher les groupes les plus marginalisés parmi cette population et particulièrement les plus jeunes

Résumé des principales activités réalisées et des résultats obtenus au cours de la période Janvier – décembre

Objectifs	Activités prévues	Activités réalisées
Assurer l'accessibilité aux connaissances et informations sur le VIH/SIDA et IST et au diagnostic		
Assurer les permanences sur le terrain	Permanences assurées sur les sites d'Agadir, Casablanca, Essaouira, Marrakech, El Jadida, Tanger, Rabat et Tiznit	Grâce au travail des intervenants des différentes sections: <ul style="list-style-type: none"> • 40.509 contacts ont été établis lors des permanences sur le terrain (dont 15053 nouveaux contacts). • 9197 contacts au niveau du local ALCS dont 2999 nouveaux contacts). • 419.370 préservatifs ont été distribués au niveau terrain et au local
Permettre aux bénéficiaires d'avoir accès au dépistage anonyme et gratuit, aux consultations IST et aux séances collectives d'information	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition du test de dépistage au VIH et de consultations IST • Organisation de séances d'information 	<ul style="list-style-type: none"> • 3462 tests de dépistage du VIH dans les CIDAGs Fixe et 3792 dans les CIDAGs Mobile, 113 tests positifs • 459 consultations IST • 406 séances d'information ont été organisées

Organisation de séances thématiques	Organisation de séances thématiques	• 84 séances thématiques réalisées
Assurer les supervisions et les contrôles sur le terrain		
Assurer des supervisions sur le terrain	Mission du suivi-évaluation et des missions du suivi dans le cadre de l'étude RDS	<ul style="list-style-type: none"> - Mission du suivi au niveau de Casablanca et Tanger dans le cadre du suivi de l'étude RDS - Mission du suivi au niveau de la section d'Agadir, Tiznit, Tanger et Casablanca - Objectifs: <ul style="list-style-type: none"> • Superviser les activités de prévention sur le terrain et au local • Superviser les outils de suivi du projet • Auditer les données du projet de prévention auprès des HSH • Renforcer les compétences des intervenants en matière de suivi des activités du projet
Renforcer les compétences des intervenants en matière de prévention de proximité		
Renforcer les compétences des pairs éducateurs	Formation des pairs éducateurs au niveau d'El Jadida et Essaouira, Tanger, Marrakech, Rabat et Agadir	Le nombre des EPs formé : 90 pairs éducateurs dans plusieurs sections concernées par le projet
Renforcer les compétences des éducateurs pairs du projet (ALCS)	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontres de mutualisation et d'échange sur les pratiques en matière d'éducation par les pairs - Atelier de formation des formateurs des Référents Communautaires de la prévention combinée auprès des populations clés - Formation des intervenants 1ere ligne du projet PPM - Atelier de renforcement des capacités des intervenants référents du projet de prévention de proximité auprès les HSH sur l'approche de prévention de proximité et le concept de prévention combinée 	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier nord : les 8, 9 et 10 juin à Casablanca Atelier sud : les 12, 13 et 14 juin à Agadir Du 9 au 13 novembre 2015 à l'Ecole Nationale de Santé Publique Le 26 et 27 Novembre à Marrakech Le 11 et 12 décembre à Casablanca
Réunion	Réunion des référents	Le 30 Avril 2015

La prévention par internet

La prévention par internet a été initiée en 2006, elle s'appuie sur l'usage des sites de dialogue et de rencontre fréquentés par des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes pour diffuser l'information sur le VIH/sida et informer sur les services de l'ALCS. Une étude bio comportementale réalisée en fin 2010 auprès des HSH a démontré que 19,5% à Agadir et 22% à Marrakech se rencontrent via internet. La réalité des sites de rencontre classiques (Rues, parcs...) exige que certains HSH préfèrent l'usage d'internet vu que ces sites sont menacés par les attaques homophobes, les agressions, les décentes de police et aussi les attaques des médias.

Méthodologie

- 3 permanences par semaine sont effectuées sur le site de Gayromeo
- Un message type est envoyé pour inviter à échanger sur le VIH, les IST et la santé sexuelle
- Les données issues des échanges sont recueillies sur une base Excel (croisement dynamique)

Objectifs spécifiques

- Créer un espace pour une parole libérée sur les pratiques sexuelles
- Diffuser les messages de prévention VIH/sida et IST
- Accompagner les internautes à adopter un comportement sexuel sans risque permettant de réduire le taux d'infection à VIH
- Promouvoir les offres de services de l'ALCS (offres de soin et de prise en charge)
- La relation d'aide

Réalisations 2015

- 110 permanences ont été réalisées
- 726 nouveaux contacts
- 507 anciens contacts
- 109 refus de discussions sur le site
- 457 ont été orientés vers les locaux de l'ALCS
- 266 ont été orientés vers AIS
- 48 ont été orientés vers le site web ALCS
- 45 internautes ont visité les locaux de l'ALCS (retour des personnes suite à l'orientation)
- 56 internautes ont utilisé le service AIS (retour des personnes suite à l'orientation)
- 11 internautes ont visité le site web de l'ALCS (retour des personnes suite à l'orientation)

Le centre de santé sexuelle « AL Borj »

Son objectif est de permettre l'accès des HSH à des services de conseil, de prévention, de traitement, de soins et de soutien adaptés à leurs besoins dans une démarche communautaire de promotion de la santé en général. Ce projet a été mis en place pour renforcer les services déjà existant au niveau de l'ALCS Marrakech pour traiter d'autres aspects de vulnérabilité (santé mentale, santé sexuelle, abus de substance etc) et qui peuvent augmenter le risque de contamination par le VIH.

Le concept suivi de cas permet d'avoir un suivi de qualité pour chacun des bénéficiaires usagers du centre.

L'équipe du travail se compose :

- D'un médecin généraliste pour le dépistage et la consultation médicale liée à la santé sexuelle
- Un psychologue pour le suivi des personnes en situation de trouble mental ou de mal être social
- Deux conseillers pour des séances de suivi et de conseil sur la sexualité, les pratiques, les prises de risque...
- Deux médiateurs thérapeutiques pour le suivi des HSH séropositifs

Le projet a été lancé en 2010 avec l'appui de la fondation amFAR, soutenu actuellement par la Mairie de Paris et Sida Info Service France.

Réalisations en 2015 :

Grâce à une base de données, toutes les consultations sont notifiées dans les dossiers informatisés de chaque bénéficiaire.

- la file active du centre a atteint les 441 bénéficiaires (102 nouveaux bénéficiaires en 2015)
- Réalisation de 168 tests VIH
- Réalisation de 61 tests syphilis
- Prise en charge de 7 consultations (le gastro-entérologues)
- Prise en charge de 15 consultations (Dermatologue) (cas de condylomes)
- Prise en charge de 3 opérations chirurgicales pour cas de condylomes très avancés
- Prise en charge de 24 ordonnances médicales
- Prise en charge de 39 bilans biologiques
- 50 consultations de suivi psychologique
- 181 séances de suivi psychosocial avec le conseiller du centre
- 20 paniers alimentaires (aide sociale)

Suivi évaluation 2015 :

- Finalisation de la base de données (outil informatisé)
- Plan d'analyse intégré à la base de données pour avoir les réalisations du projet en fonction des périodes
- Réalisation d'une étude d'effet avec notre partenaire SIS-Réseau

Projet de prévention de proximité auprès des routiers

Implantation :

Agadir, Béni Mellal, Casablanca, Guelmim, Marrakech, Tanger

Bailleur :

Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme

Du fait de leur mobilité et de leurs conditions de travail, les transporteurs routiers ont été identifiés par le Plan Stratégique National comme population passerelle pouvant contribuer à la généralisation d'une épidémie à VIH concentrée. Depuis 2007, l'ALCS mène exclusivement un projet de prévention de proximité des IST/sida spécifiquement dédié aux transporteurs routiers sur les grands axes routiers les plus fréquentés au Maroc entre Guelmim et Tanger. Le programme vise à leur faciliter l'accès à l'information sur les IST/sida, aux moyens de prévention, au test VIH et aux soins des infections sexuellement transmissibles (IST) et pour les routiers dépistés positifs, l'accès aux centres de prise en charge.



Le programme s'appuie sur des permanences terrain régulières d'info-prévention sur les sites routiers pour amener les bénéficiaires à prendre conscience des comportements à risque et à adopter des comportements préventifs, une offre de dépistage VIH anonyme et gratuit et prise en charge des IST dans les CIDAG fixes et mobiles de l'ALCS et également sur la mise à contribution des routiers dans la sensibilisation de leurs pairs pour faciliter la communication sur le VIH/sida et favoriser un changement de comportement durable en identifiant et formant des relais de prévention routiers.



Les permanences terrain sont effectuées par des intervenants de proximité formés sur les IST/sida et sur les techniques de communication et chargés d'animer des séances de sensibilisation de groupes, de distribuer des préservatifs et supports d'information spécifiquement conçus pour les routiers (carnets de bord, dépliants, CD, affiches etc), de promouvoir le dépistage VIH et la consultation IST et d'orienter les bénéficiaires vers les centres ALCS.

Ces intervenants réalisent également des permanences dans les structures fixes de l'ALCS pour accueillir, dans un cadre paisible et propice à l'écoute, les bénéficiaires orientés depuis le terrain. Les

actions de dépistage mobile sur les sites routiers couplent sensibilisation sur le VIH/sida et connaissance du statut VIH et les routiers dépistés positifs sont référés aux centres de prise en charge. Les relais de prévention sont identifiés parmi les routiers soucieux du bien-être de leurs pairs, acceptés par la population et ayant une attitude de leader.

Aujourd'hui, le projet connaît une grande mobilisation communautaire impliquant de plus en plus de relais de prévention routiers et d'associations professionnelles de routiers qui participent activement à la planification et à la mise en œuvre des actions de prévention dans le cadre du programme. Le partenariat institutionnel a été également au rendez-vous cette année à l'occasion de la journée de sécurité routière où l'institut de formation des routiers d'Ait Melloul a sollicité l'ALCS pour animer des séances d'info prévention sur les IST/sida au profit de ses stagiaires



Chiffres 2015 :

- 1.192 actions de prévention dont 670 permanences terrain et 54 actions mobiles de dépistage VIH
- 28.725 routiers sensibilisés au moins une fois
- 290.060 préservatifs et 97.407 supports d'information distribués
- 3.805 tests VIH réalisés et 12 routiers dépistés positifs et référés aux centres de prise en charge
- 179 cas d'IST pris en charge

Projet de prévention de proximité dans le milieu de travail

Le projet de prévention dans le monde du travail vise la réduction du risque d'infection par le VIH parmi les travailleurs en mobilisant les employeurs et les parties sociales dans la lutte contre le sida. Ce projet met en avant les directives pratiques du Bureau International du Travail (BIT) sur le VIH/sida et le monde du travail ainsi que la recommandation 200 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) mettant l'accent sur l'élaboration de politiques anti-VIH et de programmes de prévention sur le lieu de travail.

Ce programme est principalement dédié aux ouvriers les plus vulnérables au VIH/sida de par leur mobilité et la nature transitoire de leur mode de vie, avec une attention particulière portée aux ouvrières plus démunies face aux violations de leurs droits sur le lieu de travail. Ce projet a pour objectifs de faciliter aux ouvrières et ouvriers l'accès à l'info-prévention pour l'adoption de comportements à moindre risque, l'accès aux moyens de prévention, l'accès au test VIH et aux soins des IST et pour les personnes dépistées positives, l'accès aux centres de prise en charge.

Ce programme de prévention est mis en œuvre sur les lieux de travail et comporte des séances de sensibilisation avec distribution de préservatifs à la demande et de supports éducatifs, des actions de conseil et test VIH volontaire et anonyme et la formation de relais de prévention et d'éducateurs pairs sur place pour une communication continue. L'ALCS, consciente de l'ampleur des violations auxquelles sont exposés les travailleurs en lien avec la stigmatisation et discrimination liées au VIH et au test VIH, plaide auprès des employeurs et acteurs sociaux pour le respect des droits et pour une protection sociale adaptée favorisant un environnement propice à la prévention du VIH/sida sur les lieux du travail. L'ALCS a d'ailleurs participé cette année au Salon Preventica sur la sécurité au travail, un événement rassemblant employeurs, acteurs sociaux et travailleurs.



Le programme a touché cette année 56 sites de travail. Les secteurs d'agriculture et d'industrie agroalimentaire ont été les plus touchés par nos actions de prévention, notamment à Agadir, Taroudant et Larache. Ceci est parfaitement en phase avec la stratégie d'intervention du projet qui priorise les sites où les conditions de travail sont difficiles intensifiant la vulnérabilité des ouvriers et ouvrières au VIH/sida. Le textile/confection a été le 2ème secteur couvert par nos actions, essentiellement à Fès, ciblant notamment des ouvrières. Le secteur de pêche maritime a également été ciblé par le projet, notamment dans la région de Rabat, privilégiant les marins particulièrement vulnérables au VIH/sida.

Activités en chiffre 2015 :

- 209 séances de sensibilisation au niveau de 56 sites
- 47 actions de dépistage VIH
- 11.330 ouvriers sensibilisés
- 69.830 préservatifs et 20.158 supports IEC distribués
- Tests VIH réalisés et 10 ouvriers dépistés positifs et orientés aux centres de prise en charge, 66 cas d'IST pris en charge

Projet de prévention auprès des migrants subsahariens

Implantation :

Casablanca, Rabat et Oujda

Bailleur :

Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme , Coopération Suisse, Organisation Internationale pour les Migrations et UE

Bien que la provenance de pays à haute prévalence ne soit pas en elle-même un facteur de risque de transmission du VIH, les conditions souvent difficiles entourant le processus de mobilité des migrants, peuvent donner lieu à des comportements fortement associés à un risque accru de transmission du VIH, et constituer des obstacles à l'accès aux services.

L'ALCS travaille sur cette question depuis 2005, dans une approche multi-partenaire dictée par les besoins de cette communauté en matière d'accès aux soins, à la prévention et à la prise en charge des IST/sida. L'ALCS est le principal prestataire d'une prise en charge globale médicale, psychologique et sociale pour une population ne pouvant bénéficier actuellement d'aucun système d'assurance maladie. Elle travaille dans ce domaine avec d'autres associations dans le cadre d'une plateforme de protection des migrants. Cette plateforme, constituée de dix associations, a été créée en 2006 pour coordonner et renforcer les actions des associations travaillant auprès des migrants. Un groupe de travail « collectif santé » a été créé au sein de cette plateforme avec pour mission de coordonner et d'optimiser la prise en charge en matière de santé des migrants à Rabat et Casablanca.

Depuis Septembre 2013, l'initiative royale concernant la nouvelle politique de l'immigration, a créé une dynamique favorable à l'amélioration des conditions de vie et d'accès aux soins des populations migrantes.

Le manque de couverture médicale chez une population à statut administratif irrégulier exige de l'ALCS un soutien médical quasi-total pour les migrants vivant avec le VIH, couvrant les examens complémentaires et l'achat de médicaments.



Durant l'année 2015, et en plus des activités de prévention, la commission de prise en charge de la section de Rabat a assuré le suivi de 117 migrants vivant avec le VIH (MVVIH) dont 10 femmes enceintes. De plus, 537 séances de médiation thérapeutique ont eu lieu au profit de 112 personnes, soit 96 % de la file active des MVVIH. Sur les 349 prestations médicales ; 93 % des prestations couvrent les examens complémentaires et l'achat de médicaments au profit de 78 patients soit 67 % de la file active des MVVIH. 278 prestations sociales ont été réalisées au profit de 62 bénéficiaires soit 53 % de la file active.

Conscients que les violences sexuelles dont sont victimes les migrants, surtout les femmes mineures ; constituent un déterminant important dans l'exposition au risque des infections sexuellement transmissibles et du VIH/ Sida ; notre défi est la sensibilisation des communautés migrantes sur les conséquences de ces violences et notamment sur l'avantage du recours précoce à la prise en charge afin de prévenir les grossesses non désirées ; les IST/Sida et les séquelles des traumatismes psychologiques .



Depuis Octobre 2012 , date à laquelle l'ALCS Rabat a repris ce projet de Médecins Sans Frontière (MSF) ; l'ALCS a acquis une expérience notoire dans la prise en charge de migrants subsahariens (MSS) victimes de violences sexuelles. Il a été démontré qu'une approche pluridisciplinaire (médicale, psychologique et sociale) intégrée est le meilleur garant de l'efficacité de la prise en charge des MSS victimes de violences sexuelles.

Depuis le début du projet à fin 2015 nous avons suivi 750 victimes dont 16 % sont mineures, 76 % des femmes dont 21 % enceintes et 6 % séropositives.

De plus en plus de bénéficiaires subissent la violence au Maroc : actuellement 87 %, contre seulement 16% au début du projet.

Depuis juillet 2014, nous notons un basculement vers le Maroc comme étant le lieu qui connaît le plus de cas de violences sexuelles auprès des populations migrantes ce qui nous interpelle et nous incite à identifier et explorer les déterminants de ce phénomène (intra ou extracommunautaire). Une première analyse montre qu'au Maroc, 51% des victimes déclarent avoir été agressées par des migrants subsahariens.

Toutes les victimes ont bénéficié d'une prise en charge médicale, psychologique et sociale selon le protocole de l'OMS. Le projet « d'Assistance des migrants victimes de violences sexuelles » nous met face à un défi de prise en charge globale et intégrée de cette problématique inhérente aux aléas du trajet migratoire et exposant à un fort potentiel du risque d'exposition aux IST/ SIDA ; aux grossesses non désirées sans oublier l'impact et la souffrance psychologique des victimes. Mais la dynamique initiée par l'ALCS à travers la mise en réseau des différents acteurs impliqués (institutionnels et ONG) dans cette problématique vise à structurer et pérenniser l'accès aux services de santé des migrants. Dans ce cadre, deux ateliers de réflexion et de coordination ont eu lieu cette année avec nos partenaires institutionnels et de la société civile.

En 2015, l'ALCS a :

- Etendu le projet à la ville d'Oujda à partir de septembre
- Amélioré la couverture des sites actuels et l'accès des migrants à la santé sexuelle et reproductive
- Renforcé le dépistage communautaire au profit des migrants

2015 en chiffres :

- 83.540 préservatifs distribués aux locaux de l'ALCS et sur le terrain
- 20.908 supports IEC distribués
- 8.354 migrants sensibilisés dont 5319 nouveaux contacts
- 2198 tests de dépistage réalisés
- 277 consultations IST effectuées
- 2 nouveaux intervenants formés à Oujda

Projet de prise en charge globale des personnes infectées et/ou affectées par le VIH/sida

Ce projet de prise en charge des personnes infectées et/ou affectées par le VIH/sida a été mis en place dès l'apparition des ARV, par des activités d'éducation thérapeutique, au niveau du centre hospitalier universitaire de Casablanca, puis s'est structuré et formalisé via le développement d'autres activités, leur décentralisation au niveau d'autres villes et la professionnalisation des acteurs impliqués et ce grâce au financement de divers bailleurs dont le FMLSTP.

Actuellement ce projet est situé au niveau des villes d'Agadir, Casablanca, Rabat, Marrakech, Fès, Meknès, Nador, Oujda, Tanger, Béni Mellal, Safi et de Laâyoune.

Son objectif principal étant de contribuer à une prise en charge de qualité des personnes vivant avec le VIH et d'améliorer leur qualité de vie.

La prise en charge globale des PVVIH est pluridisciplinaire tenant compte de toutes ces composantes dont le soutien à la prise en charge thérapeutique, psychologique, économique et sociale, ainsi que la médiation thérapeutique.

Cette prise en charge consiste à répondre, avec une grande exigence de qualité, aux besoins des PVVIH les plus démunis, notamment ceux liés à l'accès aux traitements, la disponibilité des analyses biologiques, le soutien psychologique et social ainsi que la lutte contre la stigmatisation et la discrimination. Il s'agit également de les accompagner pour un meilleur épanouissement et une autonomisation via le développement d'activités génératrices de revenus. Tous ces éléments sont indispensables à l'amélioration de l'observance thérapeutique du traitement antirétroviral par les PVVIH et par conséquent un meilleur vécu de la maladie et une atténuation de son impact sur l'individu et sa famille.

Résumé des principales activités réalisées et des résultats obtenus au cours de la période Janvier – décembre

Objectifs	Activités prévues	Activités réalisées
Renforcer les activités de médiation thérapeutique par le renforcement des ressources humaines et matérielles		
<ul style="list-style-type: none"> - Assurer une éducation thérapeutique du patient en matière de connaissances sur le VIH/Sida - Installer un climat de confiance entre les patients et l'équipe soignante - Identifier les problèmes d'insertion, de couverture sociale et les problèmes psychologiques pour mettre en place les mesures de soutien et d'accompagnement qu'ils impliquent. - Faciliter la transmission des informations via des outils visuels adéquats au niveau intellectuel et culturel de chaque personne 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des séances de médiation thérapeutique - Mettre à la disposition des médiateurs thérapeutiques des outils de médiation thérapeutique 	<p>21 médiateurs thérapeutiques, ont assuré 10 213 séances d'éducation thérapeutique au niveau national, dont 1 870 séances initiales et 8 343 séances de suivi</p>

Faciliter l'accès des PVVIH aux bilans biologiques et radiologiques		
<ul style="list-style-type: none"> - Diagnostiquer et traiter précocement les infections opportunistes 	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre en charge les examens radiologiques et biologiques non disponibles à l'hôpital - Financer les médicaments nécessaires à la prise en charge des infections opportunistes non accessibles aux centres de Santé Publique - Prendre en charge le matériel paramédical nécessaire à la réalisation de certaines explorations biologiques, radiologiques et chirurgicales 	<p>L'ALCS a pris en charge 773 bilans non accessibles au niveau des différents centres de prise en charge, dont 652 bilans biologiques et 121 bilans radiologiques en plus de 2.276 ordonnances pour traitement des infections opportunistes et de 68 matériels paramédicaux.</p>
Contribuer à couvrir les besoins sociaux des PVVIH		
<ul style="list-style-type: none"> - Lutter contre la stigmatisation et la discrimination - Améliorer la qualité de vie des PVVIH 	<p>Mettre à disposition une caisse de solidarité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 1 225 billets de transport pour les PVVIH résidents loin des centres de prise en charge - 410 femmes ont bénéficié de boîtes de lait artificiel - 991 Paniers alimentaires, 10 frais d'hôtel et 22 contributions au loyer ont été pris en charge
Contribuer à l'amélioration des compétences des médiateurs thérapeutiques		
<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les compétences de l'équipe de prise en charge 	<p>Assurer la formation continue des médiateurs thérapeutiques</p>	<p>Les médiateurs thérapeutiques ont bénéficié de deux formations : Une formation sur la prévention secondaire des IST/Sida et sexualité et une formation sur la relation d'aide</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner l'équipe de prise en charge 	<p>Réaliser des missions de supervision, de suivi et d'évaluation des activités du projet</p>	<p>Le chargé du programme de prise en charge a mené 6 missions de supervision :</p> <p>Lors du premier semestre sur les villes de Rabat, Tanger, Meknès, Fès et Agadir</p> <p>Lors du deuxième semestre sur les villes d'Agadir et de Meknès</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Relever les difficultés entravant le bon déroulement des activités de PEC - Mettre en place un plan d'action adapté pour atteindre des objectifs du projet 	<p>Evaluer des activités du projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une réunion avec l'équipe de PEC des PVVIH a eu lieu au niveau du siège administratif de l'ALCS - Les membres de l'équipe de prise en charge ont bénéficié d'une retraite

Soutenir l'équipe de prise en charge et améliorer leurs conditions de travail	Contribuer aux frais de gestion des sections concernées par le projet	
Contribuer à la prise en charge psychologique des PVVIH		
<ul style="list-style-type: none"> - Faire face aux problèmes somatiques discrets et manifestations psychiatriques majeures ou même des «situations de crise» nécessitant un transfert vers les services de psychiatrie. - Mettre à disposition de l'équipe de prise en charge d'un espace de : <ul style="list-style-type: none"> • Ecoute et d'échange • Analyse, évaluation et partage des situations problèmes • Réflexion sur la pratique professionnelle • Prise en compte des dimensions individuelles et collectives, psychiques, comportementales et sociales • Dotation d'outils d'aide à la gestion des situations difficiles : stress, conflits... 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des séances de soutien psychologique individuelles et de groupe - Organiser des séances thématiques - Assurer des séances de régulation 	Trois psychologues et les médiateurs thérapeutiques ont assurés au niveau national 1 124 séances de soutien psychologique

Programme de réduction des risques auprès des usagers de drogues injectables

Il s'agit d'un programme qui a débuté par un projet pilote d'échange de seringues mis en place en 2009, par la section de l'ALCS Tétouan, qui s'est structurée et professionnalisée grâce au soutien de différents bailleurs, dont l'agence catalane de coopération de développement (ACCD), le FMLSTP et la fondation Drosos.

Le déroulement du projet dans des conditions adéquates et de façon qualitative, s'est fait, via la formation d'intervenants terrain qui assurent la sensibilisation et la distribution du matériel stérile et adéquat et le plaidoyer auprès des autorités locales.

Actuellement ce projet est implanté sur la ville de Tétouan et régions avoisinantes et a pour objectif principal de contribuer à développer quantitativement et qualitativement la couverture nationale en services de RDR pour les personnes usagères de drogue au Maroc. Et pour objectifs secondaires:

- Réduire les dégâts sanitaires liés à la consommation de drogues et le partage des seringues
- Renforcer les capacités des intervenants en RDR
- Contribuer à la connaissance des phénomènes de consommation de drogues au Maroc

Les interventions relatives à ce projet se font en :

- Une stratégie fixe par le biais du centre local à bas seuil «Sidi Talha», où plusieurs activités de sensibilisation, de prévention, de soin et de renforcement d'estime de soi sont mises en place
- Une stratégie mobile avec deux types d'unités:
 - D'interventions terrain : où un binôme d'intervenants a pour mission, de maîtriser le phénomène de consommation de drogues dures dans le secteur, de répondre aux besoins des PUD en information, sensibilisation et outils de prévention.
 - De permanences nocturnes à raison de cinq permanences par semaine à horaires et sites fixes avec l'intervention des auto-supports, d'un chauffeur, de 2 intervenants selon le planning des permanences, d'un médecin ou d'un infirmier selon les demandes exprimées par les PUD et selon la disponibilité du médecin. Ces permanences constituent une expérience unique dans le pays et la région initiée par l'ALCS.

Principales activités réalisées et résultats obtenus:

L'équipe chargée du projet a assuré lors de l'année 2015:

- 1 082 interventions, dont 54,62% interventions terrains, 23,57% permanences locales et 21,81% permanences nocturnes
- 22 216 contacts auprès des 1 704 PUD bénéficiaires du projet sur la ville de Tétouan et régions, dont : 10 161 lors des permanences terrain, 8 445 lors des permanences locales et enfin 3 610 lors des interventions nocturnes soit une moyenne de 21 contacts par sortie.
- La distribution de 27 370 seringues, soit une moyenne de 11 seringues par contact
- La distribution de 210 800 bouts de papier aluminium avec une moyenne de 11 par contact
- La dispensation de 67 090 préservatifs avec une moyenne de 3 par contact
- La récupération passive de 2075 seringues et la réalisation de 64 actions de nettoyage avec récupération de 3 544 seringues usées
- La réalisation de 236 permanences mobiles, avec une moyenne de 5 permanences par semaine
- 10 080 collations ont été distribuées, 831 séquences de douche, 274 lavages des vaisselles offertes et la dispensation des outils de prévention réalisées.
- 451 tests VIH, 444 tests syphilis, 40 consultations IST et 307 actes de bobologies ont été réalisés
- 908 séances d'écoutes individualisées ont été réalisées lors des différentes interventions durant l'année 2015

Projets de plaidoyer

Le plaidoyer de l'ALCS se fonde sur trois axes majeurs : l'amélioration de l'accès au dépistage et à la prise en charge, l'amélioration de l'accès aux médicaments, et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination qui affectent les personnes vivant avec le VIH et les populations clés.

Amélioration de l'accès au dépistage et à la prise en charge

L'année 2015 a vu des progrès importants en matière d'offre de dépistage et de prise en charge au Maroc. Plusieurs améliorations ont été rendues possibles par le dialogue entre l'ALCS et le ministère de la Santé notamment via la participation de la présidente de l'ALCS aux comités techniques de prise en charge du ministère. Les éléments du plan d'action plaidoyer qui ont pu avancer :

Test and treat : il a été décidé au printemps 2015 de proposer le traitement antirétroviral à toutes les personnes dépistées positives au VIH, sans tenir compte de leur taux de CD4 comme il était fait auparavant. Le Maroc a ainsi précédé les recommandations de l'OMS qui préconisent officiellement le test and treat depuis septembre 2015.

PrEP : l'accord de principe du ministère de la Santé a été obtenu pour lancer un projet pilote sur la PrEP auprès des populations disproportionnellement affectées par le VIH dans les villes de Marrakech, Casablanca et Rabat.

Confirmation du test rapide par deux tests rapides accordée par le ministère de la Santé, ce qui permettra quand mis en place de diminuer le nombre de perdus de vue (jusqu'à là le test devait être confirmé par un test Western Blot qui prenait du temps et certains patients ne revenaient pas dans le système de soins).

Parmi les autres dossiers sur la prise en charge :

Accès à la charge virale : un dialogue a été initié avec les biologistes de l'Institut National d'Hygiène (INH) pour discuter de stratégies visant à réduire les prix de la charge virale au Maroc. Des discussions ont eu lieu entre l'ALCS et le laboratoire Roche qui a lancé un programme donnant l'accès au Maroc à des tests bon marché. Ces tests devraient être accessibles par le Maroc prochainement et l'ALCS continuera à faire le suivi. D'autre part, ITPC Global a lancé une campagne pour l'accès à la charge virale dans laquelle le Maroc a été inclus. L'ALCS a travaillé avec ITPC dans ce cadre.

L'accès aux autotests au Maroc est également un dossier auquel se consacre le plaidoyer. Le contact a été établi avec des laboratoires produisant des autotests aux Etats-Unis et en France pour discuter d'une mise sur le marché au Maroc.

Amélioration de l'accès aux médicaments

ALECA : L'ALCS a entamé une campagne contre les accords de libre-échange « complets et approfondis »

(ALECA) négociés entre l'UE et le Maroc et leurs risques pour le maintien de l'accès à la santé au Maroc par le retrait des clauses anti-génériques de l'accord. Une formation sur la propriété intellectuelle, l'accès aux médicaments et les accords de libre-échange a été conduite les 25 et 26 juillet 2015 en présence de 22 participants de la société civile d'une quinzaine d'organisations. Un « Collectif pour la préservation de la santé au Maroc face à l'ALECA » de 10 organisations a été créé à l'initiative de l'ALCS à l'issue d'une rencontre le 21 décembre 2015, et un plan d'action sur 6 mois a été produit pour le Collectif. Parmi les actions



réalisées au nom du Collectif, l'envoi de courriers au Ministre de l'Industrie et du Commerce pour exiger de la transparence dans les négociations, et au ministère de la Santé pour l'informer de la situation et lui demander de s'impliquer dans les négociations. Un policy-brief a été rédigé sur les conséquences de l'accord sur l'accès à la santé par une consultante contractée par l'ALCS. Il a également été acté lors d'une rencontre sur la construction maghrébine en présence de membres du Collectif et d'associations algériennes et tunisienne de créer un Collectif maghrébin anti-ALECA (la Tunisie et l'Algérie négociant également des ALECA).

Dolutegravir : le dossier pour l'accès au dolutegravir, molécule antirétrovirale extrêmement attendue au Maroc donc le principe est commercialisé par le laboratoire ViiV, reste un objectif de plaidoyer majeur. Des discussions ont eu lieu avec le Medicines Patent Pool, auteur d'une licence avec ViiV qui donne l'accès à des versions génériques du dolutegravir mais exclut pour l'instant le Maroc. Des discussions ont également eu lieu avec les infectiologues, les représentants du PNLs et de l'Unité de Gestion du Fonds Mondial au sujet du DTG. L'ALCS et IPC-MENA ont demandé au ministère de la Santé d'user de ses dispositions pour émettre une licence obligatoire sur le dolutegravir ou demander à ViiV à être inclus dans la licence volontaire.

L'ALCS et ITPC Mena ont mené dès 2013 un plaidoyer pour l'accès aux médicaments anti-viraux à action directe (AAD) contre l'hépatite C. En 2015, un laboratoire marocain, Pharma 5, a annoncé la sortie au Maroc de versions génériques du sofosbuvir et du daclatasvir à \$14.000 la cure, tandis que le ministère de la Santé prépare actuellement un Plan National Stratégique contre l'Hépatite C. Un combat de l'ALCS pour 2016 va donc être de plaider pour garantir l'accès de ces médicaments à tous les Marocains souffrant de l'hépatite C, y compris les personnes n'ayant pas accès au RAMEd.

Lutte contre le stigma et la discrimination

Un travail à l'attention des journalistes a été réalisé. Une formation a été organisée le 26 février 2016 sur «comment parler du VIH ». Elle a été co-organisée par une consultante que nous avons également mandatée pour construire un guide sur le VIH/sida à l'attention des journalistes, sur la base des besoins détectés lors de la formation. Le programme de l'atelier est disponible en annexe.



Un travail a également été effectué à l'attention des juges et magistrats avec deux formations organisées sur l'importance des lois et du respect des droits humains en matière de riposte au VIH, l'une à Agadir et l'autre à Marrakech en décembre. Une formation et une table-ronde ont également

été organisées à Tanger sur le respect des droits humains des UDI, dans le cadre d'un projet plaidoyer OSF coordonné par Moulay Ahmed Douraidi, pour des politiques de la drogue fondées sur la santé publique et les droits de l'Homme au Maroc.

Une large partie du plaidoyer pour le respect des droits des populations clés a concerné les usagers de drogues intraveineuses (UDI) notamment par le biais d'un projet financé par OSF dans le cadre duquel des ateliers de formation à destination des juges ont été réalisés, ainsi que des réunions de coordination interassociatives qui ont abouti à la rédaction de plans d'actions régionaux. Le projet plaidoyer OSF a été renouvelé pour l'année 2016

En rapport avec le respect des droits des UDI et les politiques de la drogue, l'ALCS s'est également investie dans la préparation de l'UNGASS, la session spéciale des Nations Unies sur les politiques de la drogue qui a eu lieu à New York du 19 au 21 avril 2016. Parmi les éléments qui ont été organisés :

- En avril 2015, l'ALCS a co-organisé fin avril avec la Global Commission on Drugs une table-ronde avec la présence de Richard Branson à Marrakech sur le thème des politiques de l'usage de drogues au Maroc.
- Une table-ronde avec plusieurs membres de la Global Commission on Drugs (notamment Michel Kazatchkine, l'ancien président brésilien Fernando Henrique Cardoso, l'ancienne ministre de la santé Ruth Dreyfuss et Hakima Himmich) en octobre 2015.
- Un Colloque International sur le Cannabis et les Drogues a été organisé du 18 au 20 mars à Tanger, par la présidence de la région du Nord, la confédération des associations des cultivateurs du Rif et l'ALCS. Un Appel de Tanger sur a été produit à l'issue de la conférence, signé par les participants du Colloque. L'appel est disponible en annexe.

Programme d'activités génératrices de revenus pour les personnes infectées et affectées par le VIH : AMALI

Implantation :

Agadir, Taroudant, Marrakech, Casablanca, Rabat, Fès, Tanger

Bailleur :

Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme et l'Agence de Développement Social

Lancé en 2006, le programme AMALI est un programme d'activités génératrices de revenus au profit des personnes infectées par le VIH, de leur entourage et des populations les plus vulnérables à l'infection à VIH. Il vise à réduire l'impact socio-économique du VIH au sein de ces populations. Le programme a démarré en 2006, avec un financement de Sidaction Maroc et de l'Agence de Développement Social.



Ce programme bénéficie, à partir de 2012, d'un co-financement de l'Agence de Développement Social (ADS) et du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme. Le programme est co-géré par l'ADS, l'ALCS et des associations locales de développement, permettant ainsi un accompagnement des bénéficiaires allant du montage à la mise en valeur de leurs projets.

Après des débuts difficiles, 180 bénéficiaires ont pu démarrer des projets qui vont de l'épicerie à la couture en passant par la vente de diverses marchandises, avec des budgets compris entre 5.000 et 40.000 dirhams.

En 2015, une étude financée par l'ANRS sur les AGR et populations clés infectées ou affectées par le VIH au Maroc, a été réalisée. Les résultats de l'étude ont montré que les PvVIH et les PS, bénéficiant des programmes de l'ALCS, sont caractérisés par une très faible intégration économique (faible niveau d'études, faible formation, activités professionnelles précaires et irrégulières), les HSH apparaissent comme mieux intégrés, disposant d'un niveau de vie plus élevé mais restent très dépendants du soutien familial du fait de leur jeune âge. Les PvVIH enquêtées déclarent être intéressés par les programmes de microcrédit à 70%, cependant 80% d'entre eux n'ont jamais participé à un programme de microfinance classique par peur de la pression au remboursement et des taux d'intérêt. Au plan économique le programme AMALI a permis à 60% des bénéficiaires d'augmenter leurs revenus et même d'épargner; 52% ont le sentiment de ne plus être "pauvres" et surtout 44% ils s'occupent mieux de leur santé.



Les résultats du programme sont encourageants. Le programme AMALI, avec son principe d'une avance remboursable sans intérêt et son encadrement associatif sensible aux conditions de santé des bénéficiaires, apparaît comme composante essentielle de la prévention combinée au Maroc.

2015 en chiffres

- 9 projets approuvés et financés par les remboursements des bénéficiaires
- 210 871,00 Dirhams dédiés aux porteurs de projets

Fonds d'Appui aux Structures Partenaires

Le Fonds d'appui aux structures partenaires est un outil de financement très spécifique au Maroc et plus globalement dans la région MENA. Il s'agit de l'unique fonds dédié à la lutte contre le VIH/Sida alimenté par une collecte nationale (Sidaction Maroc).

Lancé sous sa forme actuelle en 2008, et régulièrement reconduit depuis (tous les deux ans), le Sidaction Maroc a permis de financer de nombreux programmes de lutte contre le VIH/Sida au Maroc. Environ 20% des fonds collectés viennent en effet abonder un Fonds d'Appui aux Structures Partenaires, dont l'objectif est de favoriser le développement, le partenariat et l'émergence d'acteurs de la lutte contre le sida au Maroc.

Le Fonds d'Appui aux Structures Partenaire a pour objectif le renforcement au niveau national de la lutte contre le sida pour des projets ayant trait à la recherche scientifique et médicale, la formation, la prévention, l'amélioration de la qualité de vie, et le soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou leurs proches.

Tous les partenaires, quelle que soit leur taille et leur importance dans le paysage marocain, reconnaissent son utilité et saluent la redistribution de fonds par l'ALCS.

En 2014, le fonds d'appui aux structures partenaires a permis l'attribution d'une subvention à huit associations avec un montant de 1.687.002,81 MDH, soit 20% du montant de la collecte Net de Sidaction pour des projets d'une durée maximale de 2 ans, financés en moyenne à hauteur de 200.000,00 MAD.

Les structures financées sont :

- Association Marocaine de Planification Familiale (AMPF)
- Association de Lutte contre les Maladies Infectieuses (ALMI)
- Association Marocaine de Solidarité et de Développement (AMSED)
- Association Soleil pour le soutien des enfants affectés par le VIH/SIDA au Maroc
- Association Hasnouna de Soutien aux Usagers de Drogue (AHSUD)
- La Rabita Mohammedia des Oulémas (RMO)
- Association Nationale de Réduction des Risques liés à l'usage des Drogues. (RDR Maroc).
- Ligue Marocaine de lutte contre les Maladies Sexuellement Transmissibles (LMLMST).

Allo Info Sida

Présentation du projet

Allo Info Sida est une ligne téléphonique d'écoute et d'accès à l'information sur la prévention VIH/Sida, les IST et sur la prise en charge « globale » au niveau national.

La ligne est ouverte au profit des personnes vivant avec le VIH, à l'ensemble de la population Marocaine



et de toute personne à la recherche d'informations et d'accompagnement, dans l'anonymat et la confidentialité les plus strictes. Allo Info Sida est aussi un point d'information incontournable pendant les événements de l'ALCS tels que le la Journée Nationale de Dépistage.

C'est également un moyen d'obtenir anonymement une information adaptée à leur compréhension, à leur situation et à leurs besoins. Il est au service des personnes en difficulté face à des questions relatives à la prévention, ou ayant des comportements à risque. C'est un instrument de prévention qui a constitué depuis sa création, un moyen indispensable dans la chaîne de prévention de L'ALCS contre le VIH/sida.

Une Chargée de projet et un écoutant répondent en toute confidentialité à toutes les questions liées au VIH/sida et aux IST, de 9h00 à 16h00, tous les jours de la semaine, sauf le dimanche et les jours de fêtes religieuses.

Partenaires

- Ministère de la Santé
- Sida Info Service
- Maroc Telecom

Réalisations de l'année 2015

Le total des appels en 2015 a été de 1900. Répartis comme suit : 26% de femmes et 74% d'hommes, ils ont appelés de tout le Maroc.

La fourche d'âge de 19 ans à 44 ans est la plus dominante, la majorité est de sexe masculin. Nous avons reçu des appels de groupes, mais la plupart des appels sont individuels.

Données et analyse des appels

La tranche d'âge qui appelle le plus est celle des 25-29 ans, elle se taille d'un taux de 31%, suivie par celle des 20-24 ans avec un taux de 19%, puis celle des 15-19 ans avec 17%. Les jeunes sont en général plus vulnérables aux risques de l'infection au VIH/SIDA et aux IST.

Près de 89% des appelants, ont évoqué le VIH en premier. Les questions sur les IST n'étaient que de l'ordre de 5%. Les questions sur les généralités 6%.

Les affiches et brochures ont été le moyen de communication par excellence avec un taux de 36%. Ensuite la radio et la télévision avec 22% et L'internet 19%.

La question sur les symptômes montre que l'angoisse et la peur de la maladie génère des fausses croyances. En effet, pendant cette année, les questions d'ordre général viennent en tête avec 49% et les questions sur les vécu/symptômes représentent 20%. D'où la place des angoisses, liées aux craintes de la contamination, dans l'intérêt des appelants.

En ce qui concerne les personnes atteints 27% des appelants sont des personnes suivies pour l'infection à VIH qui font rarement la différence entre être séropositif et malade du Sida.

36% des appelants ne se sont pas définis pas par rapport à l'orientation sexuelle. 9% se sont définis comme homosexuels contre 8% l'année précédente (une avancée donc). Et 55% se sont déclarés comme hétérosexuels.

Suivi et évaluation du projet

Le nombre des appelants est tributaire essentiellement des campagnes de communication de la ligne et le manque ou/et l'insuffisance de ce type d'actions a un impact important sur l'évolution du nombre des appelants

La tendance progressive cette année s'explique en grande partie par les importantes actions de communication qui ont été réalisés pour le dispositif Allô...Info... Sida

Explicitement, les journées nationales de dépistage, les émissions ou les spots radio, la campagne de communication sur la télévision ou sur les panneaux d'affichage, donnent inéluctablement des pics d'appels important le moment même. Et les appels continuent d'affluer durant les jours, voire les semaines qui suivent.

Le répertoire des appels reçus sur AIS témoigne d'une prise de conscience des risques du VIH. Reste à savoir à quel point cette prise de conscience est générale et collective ?

Contraintes

Le coût élevé de la communication téléphonique vers la ligne d'écoute AIS reste une des entraves qui empêche une meilleure efficacité de notre action.

Pour renforcer les capacités des écoutants il faut en permanence:

- Des séances de régulation
- Ravitaillement en information
- Harmonisation de l'information

Objectifs et défis 2016

- Création d'une communication spécifique de ligne d'écoute AIS à travers un plan d'action et qui est en cours d'élaboration en lien avec le service de communication de l'ALCS:
- Collaborer avec les réseaux des radios libres marocaines qui sont très écoutées par les jeunes et qui disposent d'une forte crédibilité.
- L'enregistrement d'un clip audio par des jeunes rappeurs marocains faisant forcément la promotion du numéro de la ligne d'écoute AIS
- L'expérience a montré aussi que les campagnes de communication sur des supports audiovisuels permettent de drainer des flux importants d'appels, ce qui nous amène à suggérer de s'orienter davantage vers la communication à travers les chaînes radio et télé pour toucher un public plus large.
- Développement d'une communication spécifique à la ligne AIS lors de certains événements: journée Mondiale de Lutte Contre le sida, Journées Nationales de dépistages, festivals, conférences.

Recherche communautaire

Consciente de l'importance de la recherche dans l'implantation et l'amélioration des programmes de lutte contre le VIH/SIDA, l'ALCS s'est impliquée très tôt dans la recherche communautaire dans le cadre de laquelle chercheurs et acteurs communautaires collaborent et s'inscrivent ensemble dans une démarche scientifique axée sur les besoins qui émanent directement des personnes touchées ou particulièrement vulnérables au VIH/sida.

Résultats du projet de recherche « Activités génératrices de revenus et populations clés affectées et infectées par le VIH au Maroc »

Présentation :

L'enquête sur les activités génératrices de revenus et les populations clés infectées ou affectées par le VIH au Maroc à travers l'étude des bénéficiaires et des bénéficiaires potentiels du programme AMALI a démarré en février 2015. Cette étude a été financée par l'ANRS (Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites – France).

Objectif principal :

L'objectif de cette étude était de déterminer l'intérêt des personnes vivant avec le VIH (PvVIH), des professionnelles du sexe (PS) et des hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) pour les programmes de microcrédit et surtout l'impact de ces programmes sur leur bien-être afin de les comparer avec le programme d'avance remboursable AMALI

Population de l'étude :

L'étude a concerné un échantillon de 500 bénéficiaires des services de l'ALCS (165 PvVIH, 167 PS, 168 HSH) potentiellement éligible du programme AMALI ainsi que 25 bénéficiaires du programme AMLI dans cinq villes différentes (Agadir, Casablanca, Rabat, Tanger et Taroudant).

Résultats de l'étude :

Les résultats de cette étude viennent renforcer les données sur la vulnérabilité de ces populations (faible niveau d'étude, faible formation, activités professionnelles précaires et irrégulières, faible niveau de vie). Les PvVIH et les populations clés sont intéressés par les programmes de microcrédit (70%) cependant 80% d'entre eux n'ont jamais participé à un programme de microcrédit classique par peur de la pression au remboursement et des taux d'intérêt.

D'un autre côté le programme AMALI avec son principe d'une avance remboursable sans intérêt et son encadrement associatif sensible aux conditions de santé des bénéficiaires, apparaît comme une composante essentielle de la prévention combinée au Maroc. En effet le programme AMALI a permis aux bénéficiaires d'augmenter leurs revenus et même d'épargner à 60%. 52% n'ont plus le sentiment d'être "pauvres", et surtout 44% arrivent à mieux s'occuper de leur santé.



Restitution des résultats :

Dans le cadre de la communication autour des résultats de cette enquête un séminaire de recherche a eu lieu le 15 décembre 2015. Ce séminaire a connu la participation de 16 personnes dont le représentant de l'OMS au Maroc, M. YVES SOUTERAND, M. Kamal Alami le directeur de l'ONUSIDA au Maroc et Mme Aziza Bennani Chef du Service des MST-sida à la Direction de l'Epidémiologie, ainsi que des représentants de l'Agence de développement sociale et de l'association AIDES et secours de Tanger. Ce séminaire était aussi l'occasion de découvrir deux importantes expériences africaines en matière d'activités génératrices de revenus dédiées aux PVVIH et aux populations clés, grâce à la participation de Mme Fatoumata Wagué d'ARCAD-SIDA de MALI et de Mme Fanta Bassolet de REVS Plus de Burkina Faso.

Projet Stigma Index :

L'ALCS a déposé sa candidature en 2014 auprès de la direction d'épidémiologie et de lutte contre les maladies, en tant qu'institution de recherche pour mener une étude sur l'index de la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH au Maroc, il s'agit d'un projet qui a comme but de collecter l'information sur les expériences des PVVIH en relation avec la stigmatisation, la discrimination et leurs droits. La Candidature de l'ALCS a été retenue, le démarrage du projet est prévu pour 2016.

Projet Acceptabilité de la prise de la PrEP par les populations clés au Maroc :

La prophylaxie pré-exposition est un outil de prévention biomédical qui a montré son efficacité pour diminuer le taux d'incidence du VIH parmi les populations clé et principalement les Hommes qui ont des relations sexuelles avec les hommes. L'ALCS a soumis une note méthodologique à la DELM pour mener une expérience pilote afin d'évaluer l'acceptabilité de la prise de la PrEP par les HSH au Maroc.

Projet TS masculins :

Dans le cadre de la collaboration du programme Recherche de la Coalition Plus, l'ALCS participe à une recherche globale qui s'intéresse au travail du sexe chez les hommes. Il s'agit de documenter les pratiques sexuelles, les connaissances sur le VIH/SIDA et les autres IST, les stratégies de réduction des risques et les besoins de santé des travailleurs du sexe masculins rencontrant leurs partenaires sexuels sur internet, ainsi que leurs clients. Un atelier de finalisation du protocole de recherche pour cette étude est prévu en Mai 2016.

La santé reproductive chez les travailleuses de sexe :

A travers l'organisation de quatre focus groupes à Casablanca et Agadir, l'ALCS a participé à une enquête auprès des travailleuses du sexe qui sont mères concernant la grossesse et l'accouchement et la santé et le bien-être de leurs enfants. Le directeur de « Global Health Promise » qui a animé ces groupes de discussion va présenter le rapport de cette enquête à la conférence « Women Deliver Conference » à Copenhague en mai 2016.

Le département financier

En 2006, l'ALCS a effectué une restructuration du département comptable avec l'installation du progiciel comptable SAGE, avec le soutien technique et financier de AIDES et de la Coalition Plus. Depuis cette restructuration, le service comptable a été renforcé par le recrutement d'une équipe composée d'une directrice administrative et financière, un chef comptable, deux comptables, deux gestionnaires de fonds et un coordinateur régional.

L'ALCS a également élaboré un nouveau plan analytique pour répondre aux différents besoins d'états financiers, et pour permettre de suivre analytiquement les projets, les bailleurs, les charges, et les différentes informations utiles à la bonne gestion de l'association. La direction financière est en contact permanent avec le département des programmes pour le suivi des projets. En 2013, l'ALCS a lancé un travail de formalisation de ses procédures comptables, financières et de gestion des ressources humaines dans le cadre d'un manuel de procédures.

L'ALCS est auditée par le cabinet international Grant Thornton depuis 2006, et ses états financiers sont certifiés par le commissaire aux comptes « sans réserves ».

**ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA
(ALCS)**

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2015

Aux membres de
L'ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA
« ALCS »
Rue Salim CHERKAOUI
Quartier des hôpitaux - Casablanca

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2015**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Conseil National du 6 juillet 2013, nous avons effectué l'audit des états de synthèse, ci-joints, de l'Association de Lutte Contre le Sida « ALCS », comprenant le bilan, le compte de produits et charges et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2015. Ces états de synthèse font ressortir un montant de fonds associatifs et assimilés de MAD 12.154.129,56 dont un excédent de MAD 37.582,27.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalies significatives, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association de Lutte Contre le Sida « ALCS » au 31 décembre 2015 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les statuts et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport financier avec les états financiers de l'association.

Casablanca, le 12 avril 2016

Le Commissaire aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton (ST)
47, Boulevard Mohammed VI - Casablanca
Tél: 05 22 29 65 70

Faiçal MEKOUAR
Associé